

guerre, la troisième puissance navale et la quatrième puissance de l'air parmi les Nations Unies de même que le deuxième pays exportateur et le troisième pays marchand du monde. En 1944, la valeur des échanges commerciaux du Canada, or non compris, atteint \$5,242,000,000, total annuel le plus élevé de l'histoire. De grandes quantités de matériel de guerre et de vivres ont pu être exportées grâce à l'expansion industrielle marquée du Canada durant la guerre et du fait que le Canada est l'un des plus grands fournisseurs de vivres des Nations Unies. Un prix minimum est assuré pour les produits agricoles et poissonniers durant la période de transition de la guerre à la paix.

Feu le Président Roosevelt des Etats-Unis, lors de l'une de ses conférences de presse régulières tenue à Washington, le 13 mars 1945, a donné lecture, en présence du Premier Ministre King, d'une déclaration qui dit en partie ce qui suit:

"Le Président et le Premier Ministre ont eu aussi l'occasion d'étudier les questions de politique internationale d'économie et de commerce auxquelles leurs deux pays auront à faire face dès que les hostilités auront pris fin. Ils ont convenu que la solution de ces questions devrait être recherchée à la lumière de principes hardis et larges de nature à faire disparaître les injustices et à abaisser les barrières qui empêchent les échanges de marchandises entre tous les pays. Ils reconnaissent un intérêt commun à travailler en vue de ces objectifs."

En face d'une production de guerre croissante et d'une main-d'œuvre décroissante, des régies ont été imposées visant à maintenir un écoulement suffisant et une distribution méthodique des denrées civiles essentielles tout en empêchant les prix de hausser pour le consommateur. Les efforts tentés pour prévenir l'inflation au Canada, première démocratie à recourir à la régie des prix, ont été l'un des aspects importants de l'effort de guerre. Du début de la guerre au mois d'octobre 1941, période de base du plafonnement des prix au Canada, l'indice du coût de la vie augmente de 14·6 p.c. Depuis lors jusqu'au 1er juin 1945, il augmente encore un peu, et la hausse total durant la guerre s'établit à 18·7 p.c. seulement (comparativement à une augmentation de 90·8 p.c. durant la période correspondante de la guerre de 1914-18), avance de 3·3 p.c. seulement depuis l'établissement du plafonnement des prix en décembre 1941.

En 1944, le revenu national du Canada, tel que calculé provisoirement, atteint le plus haut niveau de l'histoire, soit \$9,186,000,000, augmentation de 5·3 p.c. sur 1943. Pour défrayer cet effort de guerre sans précédent, le Canada a soldé 62 p.c. de toutes ses dépenses de guerre au pays à même le produit des taxes et le reste par des emprunts souscrits en majeure partie par la population canadienne.

En vertu de loi d'aide mutuelle, adoptée en mai 1943, méthode invoquée pour assurer à ses alliés le matériel de guerre nécessaire, le Canada a expédié de grandes quantités de matières premières, de produits de guerre ouverts et de vivres aux Nations Unies. Chaque pays qui reçoit des marchandises canadiennes en paye la plus grande partie possible et ce qui reste est livré en vertu de l'aide mutuelle. Des accords séparés sont intervenus entre le Canada et le Royaume-Uni, la Russie soviétique, l'Australie, la Chine, la France, la Nouvelle-Zélande et l'Inde. La contribution du Canada à l'ASRNU est comprise dans le crédit de \$800,000,000 pour l'aide mutuelle au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1945. Au cours de l'année terminée le 31 mars 1944, les dépenses d'aide mutuelle ont excédé \$912,600,000.

Il y a eu en 1944-45, plusieurs conférences internationales auxquelles le Canada a participé. Un représentant canadien a assisté à la conférence de Bretton Woods, en juillet 1944, sur la politique monétaire mondiale, au cours de laquelle des plans